

LA UNE La protection de l'enfance en danger

Saisi par le Président du Sénat pour dresser le bilan des trois lois de la protection de l'enfance, le Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) pointe la crise systémique de la protection de l'enfance : pas de statistiques, pas d'évaluations, peu de contrôles, des ressources et des moyens budgétaires insuffisants, une non-exécution préoccupante de décision de justice, une gouvernance complexe et mal coordonnée, de graves problèmes de recrutement et de valorisation des métiers... Télécharger [l'Avis du CESE](#). Télécharger [la fiche de communication](#).

Des enfants en situation d'extrême vulnérabilité, privés des conditions de protection auxquelles ils ont droit... le secteur de la protection de l'enfance subit une crise sans précédent. À l'occasion du 20 novembre 2024, journée internationale des droits de l'enfant, de nombreux acteurs impliqués dans la protection de l'enfance ont appelé, à travers [70 propositions](#), à des actions concrètes pour restaurer la crédibilité et l'efficacité de ce service public.



PROTECTION DE L'ENFANCE

La Défenseure des droits appelle à protéger les enfants de la crise environnementale

Adapter le calendrier scolaire, multiplier les zones piétonnes près des écoles : dans un rapport publié ce matin, à l'occasion de la Journée internationale des droits des enfants, la Défenseure des droits exhorte le gouvernement à agir face aux répercussions du changement climatique sur les enfants. "S'ils sont les moins responsables des dommages environnementaux, ils en sont les premières victimes", souligne Claire Hédon. [Lire l'article](#). [Télécharger le rapport](#). [Lire la synthèse](#).

Mineurs et numérique

Le "legal design" est une méthode qui a pour objectif de rendre la matière juridique attractive et accessible à tous. Il permet de faire passer des messages importants de manière pédagogique. L'association étudiante ADN sans Haine Paris 1 (ADN = Association Droit du Numérique) organise pour sa 4e édition un concours d'affiches qui doivent répondre à la question "Réseaux sociaux et mineurs : comment paramétrer son compte pour se protéger en ligne". Devront être abordées les questions d'accès aux données, d'interaction avec les tiers et d'exposition aux contenus. Date limite pour le dépôt des propositions : 20 décembre 2024. [Inscription en ligne obligatoire](#).

Avant cela, dès le 3 décembre, ADN sans Haine Paris 1 organise une conférence sur le thème "Paramétrage et contrôle des usages des réseaux sociaux par les mineurs". Cet évènement se déroulera de 18h à 20h dans la salle 216 du Centre Panthéon (12 place du Panthéon, 75005) et est le fruit d'un partenariat avec le DREDIS (Département Droit de l'Immatériel de la Sorbonne). [Inscription obligatoire](#).

Violences numériques

Toute l'année, l'équipe de l'Association *e-Enfance (3018)* sillonne la France pour animer des ateliers de sensibilisation sur le harcèlement et les violences numériques, auprès des enfants et adolescents, du primaire au lycée, des parents et des professionnels. [Demander une intervention](#).

Internet sans crainte

Découvrez les [ressources numériques pédagogiques](#) d' *Internet sans crainte* à destination des professionnels de l'éducation et des familles : éducation au numérique, sécurité en ligne, protection de la vie privée, cyberharcèlement, réseaux sociaux, impact environnemental du numérique, fabrique de l'information, parentalité numérique. Explorez nos dossiers, guides, vidéos, kits, parcours clefs en main et offres de formations.



PARENTALITE

Parentalité et numérique

L'Unaf a mis en place un groupe de travail "Numérique : conseil, accompagnement et parentalité". Une vingtaine d'Udaf sont impliquées. L'Unaf a participé durant tout le mois d'octobre à l'organisation du [Cybermoi/s](#). Elle pilote le label "[P@rents, parlons numérique](#)". 2025 sera [une année européenne dédiée à la "Citoyenneté numérique"](#) (Conseil de l'Europe). Tout le réseau Unaf-Uraf-Udaf est invité à y prendre part.

L'Udaf de la Somme a présenté son [Escape game](#) sur le thème du numérique. Cet outil ludique permet d'animer des ateliers pour les parents et les enfants autour de l'utilisation responsable du numérique.

Réseaux sociaux

L'[ordonnance du 6 novembre 2024](#) modifie la loi sur les influenceurs de 2023 afin de la mettre en conformité avec le droit européen et d'apporter des précisions sur les dispositions encadrant l'affichage de l'intention commerciale. L'ordonnance vient préciser certaines interdictions de la publicité réalisée par les influenceurs dans le secteur de la santé (directive sur le commerce électronique dite e-commerce de 2000). Elle clarifie la rédaction des sanctions applicables. Elle assouplit les conditions d'information des consommateurs sur les images retouchées et les images virtuelles dans le cadre de l'évolution rapide des technologies et normes juridiques (notamment le [règlement européen sur l'intelligence artificielle du 13 juin 2024](#)). Elle respecte le principe du pays d'origine (directive sur les services de médias audiovisuels dite "SMA" de 2010 et directive e-commerce). Elle met en conformité avec le droit européen les dispositions sur l'affichage de l'intention commerciale. Enfin, elle précise que la loi s'applique aux influenceurs résidant à l'étranger ciblant un public en France.

Dérives sectaires

En 2021, au sortir de la crise sanitaire et des confinements successifs, le nombre de saisines de la [Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires \(Miviludes\)](#) avait augmenté de 33 %. Aujourd'hui, la Miviludes identifie 500 groupes sectaires en France et estime entre 60 000 et 80 000 le nombre d'enfants concernés.

Le [Centre national d'Accompagnement Familial Face à l'Emprise Sectaire \(CAFFES\)](#) a fêté ses 10 ans en organisant le 10 octobre 2024, à Lille, une rencontre nationale intitulée "L'emprise sectaire: hier, aujourd'hui, demain". Cet événement s'inscrivait dans une dynamique positive dont témoignent la tenue des premières assises nationales de la lutte contre les dérives sectaires en mars 2023, le vote de la [loi du 10 mai 2024](#) visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et l'accompagnement des victimes, et la diffusion de la [circulaire le 5 août 2024](#) qui présente les faisceaux d'indices (de critères) permettant de caractériser une dérive sectaire. C'est à lire en page suivante.

Faisceau d'indices permettant d'apprécier un risque de dérives sectaires :

- la déstabilisation et la sujétion mentales conduisant à des actions ou abstentions gravement préjudiciables aux personnes et plus généralement à la perte d'esprit critique et d'autonomie ;
- la rupture avec l'environnement d'origine (proches, famille) ;
- le changement radical de comportement ;
- le refus de l'autre et le dénigrement du monde extérieur ; l'absence totale d'accès aux médias ou moyens de communication ;
- les conditions de vie particulièrement éprouvantes ou déstabilisantes ;
- les méthodes de recrutement trompeuses ;
- l'embrigadement des enfants ;
- l'existence d'un groupe organisé sur un mode autoritaire, opaque et cloisonné, avec présence d'un dirigeant de type leader charismatique ou praticien référent exclusif ;
- de grandes difficultés voire une impossibilité pour un membre de quitter ledit groupe ;
- les atteintes à l'intégrité physique des personnes en état de faiblesse et d'ignorance, et plus généralement la commission d'actes criminels ou délictueux sur des individus majeurs ou mineurs ;
- la contestation des institutions et les troubles à l'ordre public; la menace d'atteinte à l'ordre public ;
- l'importance des démêlés judiciaires ;
- le caractère exorbitant des exigences financières ; la violation des règlements ou de la loi (travail illégal, formation professionnelle déviante ...) et/ ou l'opacité de la gestion financière ;
- les tentatives d'infiltration des pouvoirs publics ;
- l'offre de soins et de médicaments douteux et exclusive du recours à des pratiques conventionnelles ;
- le changement inquiétant des habitudes alimentaires ;
- la violation des principes fondateurs de la République.

Si vous êtes confronté(e) à une situation qui vous fait penser à l'existence d'une dérive sectaire et qu'une première analyse des faits vous confirme la présence de signaux d'alerte : [Informer la Miviludes d'une dérive sectaire – 1/4 – Acceptation des CGU | Saisine des services de l'État – Contacts-démarches.](#)

Être parents

Le rôle de parent, aujourd'hui plus que jamais sous les projecteurs, se révèle être une mission à la fois complexe et isolée. Si les conseils et recommandations abondent, élever ses enfants semble un défi plus difficile à relever que jamais. Le nouveau numéro de *Réalités familiales*, la revue de l'Unaf, met en lumière ces défis contemporains et souligne l'urgence d'un meilleur accompagnement des parents. [Lire le sommaire.](#) [Télécharger le communiqué de presse.](#) [Commander ce numéro.](#)



EDUCATION

Moins d'enfants dans l'espace public et à l'extérieur : un risque pour la santé

Dépendance aux écrans, pollution atmosphérique et sonore, insécurité... Le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA) alerte sur la moindre place des enfants dans l'espace public et dans la nature, un phénomène aux causes multiples et aux conséquences néfastes sur leur santé physique et mentale.

Dans son [rapport](#) publié le 25 octobre 2024, le HCFEA appelle à une prise de conscience de cette nouvelle sédentarité et de ses effets sur les enfants et les adolescents tout en proposant différentes pistes pour y remédier.

Journée de la laïcité

A l'occasion de la journée de la laïcité, instituée le 9 décembre, date d'adoption de la loi de 1905, dite loi de séparation des Eglises et de l'Etat, la DREETS Grand Est propose un webinaire avec Eric Anceau, Professeur des Universités, spécialiste de l'histoire politique et sociale de la France et de l'Europe contemporaines, auteur en 2022 de "[Laïcité, un principe : De l'Antiquité au temps présent](#)".

Toujours à l'occasion de cette journée, la Préfecture de Moselle, en partenariat avec l'Université de Lorraine, organise un évènement intitulé "Faire vivre la laïcité ; actions et outils" à l'IRA (Institut Régional d'Administration) de Metz. Celui-ci s'articulera autour d'une conférence de [Jean Baubérot](#) et d'ateliers thématiques. Le séminaire est ouvert à tous et toutes. [En savoir plus](#).

Une journée de sensibilisation sur le thème "Laïcité et Sport" aura lieu sur deux territoires alsaciens, le 10 décembre 2024 à Illkirch Graffenstaden (67) et le 17 décembre à Sausheim (68). Proposée par le Comité régional de l'UFOLEP Grand Est, cette journée a pour objectif de répondre aux questions qui se posent dans le cadre de la pratique sportive, que l'on soit personnel dirigeant et/ou encadrant, ou encore membre d'un club, affilié ou non, à une fédération agréée ou délégataire. Pour vous inscrire à Illkirch, le 10 décembre, c'est par [ici](#). Pour vous inscrire à Sausheim, le 17 décembre, c'est par [ici](#).

Plus d'informations et de ressources sur le site <https://www.laicite-grandest.org/>.

Des ressources pédagogiques

Association créée en 2010, [ENQUÊTE](#) conçoit et diffuse des pédagogies et outils ludiques d'éducation à la laïcité et aux faits religieux pour développer chez les enfants un rapport apaisé et réfléchi à ces sujets. Pour ce faire, elle propose des outils et des formations à destination des professionnels de l'éducation permettant d'aborder la pluralité des convictions de manière laïque, à travers la transmission de connaissances s'appuyant sur les sciences humaines.

Sous l'impulsion de la politique de la ville, avec l'appui du SDJES et de Réseau Canopé, une équipe pluridisciplinaire composée d'enseignants, d'animateurs socio-éducatifs et de médiateurs adultes-relais de la ville du Teil, a conçu en 2021 un escape game pédagogique intitulé "[Sauvons la diversité](#)". L'escape game est un jeu coopératif, adapté dès l'âge de 8 ans, et pouvant être utilisé également avec des adolescents, permettant d'aborder la laïcité de manière participative et ludique.

Prêt à plonger avec Marianne dans un passé alternatif ? Prêt à en savoir plus sur la laïcité ? Embarquez pour *Mission Jaurès* ! Le jeu en ligne qui aborde la laïcité autrement ! Un jeu accessible dès 10 ans, jouable en autonomie ou en groupe. Conçu pour s'adapter à votre pratique éducative, grâce à 3 parcours éducatifs, 6 vidéos animées, et un livret pédagogique complet. C'est [par ici](#).

Vous êtes-vous déjà senti(e) choqué(e), triste, en colère ou impuissant(e) face à certaines inégalités que vous vivez ou observez dans votre vie quotidienne, au travail, à l'école, dans les médias ou sur les réseaux sociaux ? Aimerez-vous pouvoir (ré)agir plus souvent face aux discriminations, voire travailler sur vos propres préjugés ? Grâce aux quarante activités proposées dans le cahier d'[Activités pour renforcer son courage social](#), vous aurez l'opportunité de construire une réflexion critique sur les concepts de race, de genre, de classe, de handicap, d'orientation sexuelle, tout en renforçant votre compréhension des mécanismes discriminatoires et de leur impact sur votre environnement. Au fil des pages, muscliez votre courage social et encouragez ainsi d'autres personnes à agir au quotidien !

La fonction ressources humaines au ministère de l'Éducation nationale

À l'heure de la crise des vocations enseignantes, à l'origine de difficultés de recrutement, de remplacement et de fidélisation, la fonction ressources humaines du ministère de l'Éducation nationale, premier employeur de l'État, est cruciale. La gestion des ressources humaines par le ministère doit être plus qualitative et individualisée. Dans [un nouveau rapport récent](#), la Cour des Comptes préconise la mobilisation de la communauté éducative autour du projet d'établissement et la territorialisation de l'action éducative.



SOLIDARITES

Mères seules et précarité

Aujourd'hui, en France, une famille sur quatre est une famille monoparentale, et dans 82 % des cas ce sont les femmes qui élèvent seules leurs enfants. Des mères en solo exposées à un cumul d'inégalités et de difficultés : précarité, stigmatisation, difficultés d'accès à l'emploi, au logement, aux modes de garde... Quelles solutions concrètes sont envisagées et mises en place par les pouvoirs publics ? Quelles sont les pistes d'action pour les accompagner et leur venir en aide ? En [replay France Télévisions](#), découvrez ou retrouvez *À l'épreuve*, une fiction poignante qui a reçu le Prix du Meilleur Unitaire et le Prix de la presse étrangère Unifrance au Festival de la fiction de La Rochelle 2024, puis [le débat](#) présenté par Julian Bugier.

La fractale de solidarité

Imaginez une "Vraie Solidarité" où chacun peut, à la fois, donner et recevoir de l'aide, où les rôles de cette Solidarité ne changent pas, mais où ce sont ceux qui les jouent qui changent et s'adaptent aux besoins de chaque personne. La "fractale de solidarité" est une façon nouvelle de penser et de pratiquer l'entraide entre les personnes. Plutôt que de concevoir la solidarité comme quelque chose de fixe, où chacun a toujours le même rôle, ici chacun peut être tantôt aidant, tantôt celui qui reçoit de l'aide, et parfois les deux en même temps. C'est ce que vous propose DEDIÛ. Le mot "fractale" est un mot à la fois très précis mais peu courant, réservé aux réflexions mathématiques et intellectuelles. Appliqué à la vie de tous les jours, ce mot nous permet de percevoir la réalité autrement. [Lire l'article](#).

Le 14 novembre 2024, Mulhouse a été le théâtre de cette expérience unique, où la solidarité prend une forme fractale, illuminant les rôles que nous jouons tous dans la vie collective. Lors d'une journée d'étude, chaque participant, connecté aux autres, a pu incarner, peut-être inconsciemment et simultanément, l'un ou plusieurs des cinq rôles de la solidarité. [Lire l'article](#).

Focus sur... l'Association nationale des Maisons des Adolescents (ANMDA)

Créée en 2008, [l'ANMDA](#) rassemble les Maisons des Adolescents déployées sur l'ensemble du territoire national. Elle est un interlocuteur privilégié des pouvoirs publics dans l'élaboration de dispositifs relevant de leur champ de compétences. L'objectif est d'assurer aux populations concernées (adolescents, familles et professionnels) un service cohérent, en lien avec les besoins des territoires. L'association nationale est présidée par Delphine Rideau, directrice de la [MDA de Strasbourg](#). Le délégué régional Grand Est est Michel Kontz, directeur de la [MDA de Meuse](#). Un Conseil des Partenaires est constitué, composé de l'ANPAEJ ([Association Nationale des Point d'Accueil Ecoute Jeunes](#)), la FESJ ([Fédération des Espaces pour la Santé des Jeunes](#)), la [Fédération Addiction](#), la FNEPE ([Fédération nationale des Écoles des Parents et des Éducateurs](#)), le [Fil Santé Jeunes](#), la CNAPE ([Convention nationale des Associations de Protection de l'Enfant](#)), l'UNML ([Union nationale des Missions locales](#)).

Accès aux droits

La Défenseure des droits alerte sur les risques de l'algorithmisation des services publics, qui entraîne des discriminations invisibles. Comment prévenir les biais algorithmiques ? L'institution propose [des recommandations](#) pour garantir une intervention humaine significative et renforcer la transparence des décisions. Claire Hédon a eu l'occasion de réaffirmer sa vigilance à Nancy le 29 novembre 2024 à l'occasion du [colloque organisé en mémoire de Michel Dinet](#) et devrait le faire à nouveau le 10 décembre au colloque national sur l'accès aux droits (à l'Hôtel du Département de Meurthe-et-Moselle).



LOGEMENT

Habitat inclusif

Les 7 et 8 novembre 2024, l'Unaf a orchestré la nouvelle édition des journées nationales du Comité de développement de l'habitat inclusif, organisé en lien avec l'Udaf des Côtes d'Armor. Elles ont rassemblé une quarantaine de participants, représentant 28 Udaf engagées. Une rencontre a été organisée avec les habitants du dispositif "Familles Gouvernantes", géré par l'Udaf, dans le but de les impliquer dans cet événement. [Lire l'article](#)

Loi du 19 novembre 2024

La [loi du 19 novembre 2024](#) visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale vient encadrer les meublés de tourisme type Airbnb pour favoriser le logement permanent : fiscalité moins favorable, DPE obligatoire, pouvoirs des maires renforcés... Il s'agit d'apporter une réponse à la crise du logement dans de nombreux territoires, de la Bretagne au Sud-Ouest, du littoral à la montagne. [Lire l'article](#).

Rapport de la Cour des Comptes sur l'USH

Figure historique et institutionnelle du secteur du logement social, l'Union sociale pour l'habitat (USH) regroupe la plupart des membres au travers de cinq fédérations. Elle dégage de son activité, dont l'organisation de son congrès annuel, un excédent qui lui permet de disposer d'une situation financière sécurisée. Lire [le rapport de la Cour des Comptes](#).

Chèque énergie

Le gouvernement a confirmé la hausse de la fiscalité sur la consommation et l'abandon du "bouclier tarifaire". Quant au chèque-énergie, l'automatisme de son attribution est supprimée dans le projet de PLF 2025 et ses conditions d'éligibilité durcies. Au contraire du projet gouvernemental, l'Union nationale des Centres communaux et intercommunaux d'action sociale plaide en faveur d'une revalorisation des montants et du plafond. Lire [le communiqué de presse](#). Par ailleurs, dans un [rapport](#) récent, la Cour des comptes réclame la réforme – voire la suppression – des certificats d'économies d'énergie, trop coûteux pour les consommateurs. [Lire l'article](#).



CONSOMMATION

Les épiceries sociales et solidaires

Face à la diversité des situations des personnes concernées par la précarité alimentaire, de nombreux dispositifs différents d'aide alimentaire se sont développés. Parmi eux, les épiceries sociales et solidaires (ESS) se sont structurées autour d'un principe : proposer en libre-service des denrées contre une participation financière proportionnelle à la valeur des produits. Les personnes qui y sont accueillies ont ainsi un statut de consommateur. [Lire la charte nationale](#).

[ANDES](#) est le réseau pionnier des épiceries solidaires et l'un des principaux acteurs de l'aide alimentaire en France. Créé en 2000, il a développé un réseau de plus de 600 épiceries solidaires qui accompagne 235 000 personnes par an.

L'[UGESS](#), quant à elle, indique dans son plaidoyer "défendre l'accès pour tous à une alimentation choisie, respectant la dignité de chacun".

Dans le secteur lucratif, le groupe Casino, qui entend devenir un "champion de la proximité" via ses différentes enseignes, vient d'annoncer son intention de tester une "épicerie nomade" dans les communes sans commerce (territoires ruraux et périurbains), avant de viser un développement dans toute la France.

Transport de voyageurs : une situation très dégradée

Selon l'AQST (Autorité de la qualité de service dans les transports) dans le communiqué de presse accompagnant son bilan 2023, l'activité de transport de voyageurs en France a renoué avec les niveaux de l'avant-Covid-19, mais la ponctualité et la régularité du service apparaissent nettement dégradées. La SNCF, qui a transporté 122 millions de voyageurs (en hausse de 16 % par rapport à 2019), enregistre une progression des retards et annulations sur tous ses réseaux (TGV, Intercités, TER). Il en est de même pour les transports aériens. De 2019 à 2023, les retards passent, pour les vols intérieurs, de 15,6% à 21,9% , pour les vols moyen-courrier : de 22,6% à 30,4%, pour les long-courrier : de 23,6% à 29,4%. [Lire l'article](#).



TERRITOIRES

Congrès des maires

C'est sous l'intitulé "Les communes... Heureusement !" que s'est tenu, du 19 au 21 novembre, le 106^e Congrès des maires. *Localtis* a suivi une bonne partie des débats ayant rythmé l'évènement. Retrouvez [ici tous les articles](#) que la Quotidienne de la Banque des Territoires y a consacré.

Qui dit congrès dit aussi salons. Cette année, le [Salon des maires et des collectivités locales](#) (SMCL) qui se tenait en parallèle accueillait 60.000 visiteurs. Ses organisateurs ont mis l'accent sur trois thématiques : "l'adaptation des territoires", "l'inclusion" et "le rôle de l'IA". A noter également, l'installation d'espaces immersifs "Vis ta ville": un chantier, une gare, une mairie connectée... C'était en outre la deuxième édition du [Salon des sports](#) en tant que partie spécifique du SMCL avec entre autres, le 21 novembre, une "journée des métiers du sport". Et une nouveauté : un autre espace dédié, le "[Salon de la biodiversité et du génie écologique](#)".

Rencontre nationale des budgets participatifs

Nancy accueillait du 20 au 22 novembre 2024 les 9^{èmes} rencontres nationales des budgets participatifs. Cet outil démocratique donne davantage de pouvoir aux citoyens. C'est ce qu'explique [l'article en lien](#) sur le site de la Fondation Jean Jaurès.



DEVELOPPEMENT DURABLE

PIB : l'Insee veut intégrer l'environnement à l'évaluation de la croissance économique

La recherche de nouveaux indicateurs permettant d'ajuster et de compléter l'évaluation de la croissance économique "au-delà" du produit intérieur brut (PIB) n'est pas nouvelle. L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) y contribue en introduisant les coûts du changement climatique dans la comptabilité nationale. Une étude des [comptes nationaux](#) publiée par l'Insee le 5 novembre 2024 vise à étendre le cadre de la comptabilité nationale aux problématiques environnementales. Les coûts des dommages induits par le dérèglement climatique et des mesures de décarbonation de l'économie, qualifiés de coût implicite, sont ainsi intégrés dans une comptabilité dite "augmentée".

Rapport intermédiaire du Shift Project

The Shift Project est une association française créée en 2010 et un laboratoire d'idées (en anglais, *think tank*) qui s'est donné pour objectif l'atténuation du changement climatique et la réduction de la dépendance de l'économie aux énergies fossiles, particulièrement au pétrole. "[Former les actifs pour la transition écologique](#)" : tel est l'intitulé du nouveau rapport intermédiaire du Shift Project. Le rapport final sera publié le 4 mars 2025.

Les Ateliers du changement

Les Ateliers PLANETE (PLANification Écologique pour la Transformation de l'Économie) ont été conçus par 11 cabinets de conseil et de nombreux experts sectoriels réunis par [la société coopérative d'intérêt collectif Porte-voies](#) qui porte le projet. D'autres initiatives de qualité servent la cause du climat. On peut citer : [Fresque de la Mobilité](#), [Fresque de la Culture](#), [Fresque du Numérique](#), [Fresque du Film](#), [Ateliers Déco2lle](#), [Horizons décarbonés](#) et la [Fresque des frontières planétaires](#), [2tonnes](#), [Atelier OGRE](#) (Ordre de Grandeur des Énergies), [MyCO2](#), [Ateliers ADACC](#) (Ateliers de l'Adaptation au changement climatique), la [Fresque de l'emploi durable](#), [Inventons nos vies bas carbone](#), sans parler de [La Fresque du Climat](#) et de bien d'autres.

Agir pour nos forêts

Les forêts françaises souffrent du changement climatique : en six ans, plus de 300.000 hectares de forêts publiques ont subi une mortalité précoce, selon l'ONF (Office national des forêts) qui tente de trouver des solutions. La forêt domaniale du Corgebin, en lisière de la ville de Chaumont (Haute-Marne), où s'est rendue [franceinfo](#), en est un bon exemple. En Haute-Marne, 40% de la forêt connaît un dépérissement précoce. Les arbres affaiblis n'arrivent plus à se défendre. Les scolytes, des insectes ravageurs, déciment les épicéas de cette forêt domaniale. D'autres essences n'arrivent plus à développer leurs branches. Les éclaircies créées laissent passer la chaleur, ce qui amplifie la sécheresse et les risques d'incendies.

Le Conservatoire d'espaces naturels d'Alsace (CEN) s'est donné pour mission depuis 1976 de protéger la biodiversité en acquérant des espaces naturels. L'association lance un appel aux dons pour acheter de nouvelles forêts dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin. Actuellement, l'association dispose d'environ 4.000 hectares, dont plus de 600 parcelles avec des arbres, dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin. Ses membres ont lancé ce mardi 19 novembre une souscription pour en acquérir de nouvelles. Les dons peuvent être réalisés [sur le site helloasso](#).

Les missions du Parc de la forêt d'Orient

La chambre régionale de la Cour des Comptes a examiné les comptes et la gestion du parc naturel régional de la forêt d'Orient (Aube). Le parc concourt aux missions prévues par la loi, notamment la protection de l'environnement, l'aménagement et le développement de son territoire, la sensibilisation du public à la nature. Au moment où le parc prévoit d'étendre son ressort à 29 nouvelles communes, l'absence de consensus sur la stratégie du parc, notamment sur la place des énergies non carbonées, rend pourtant incertain le renouvellement du label. La chambre formule, en ce sens, six rappels du droit et deux recommandations. [Lire le rapport](#).

Attention sangliers

([source : RMC](#)) Se retrouver nez à nez avec un sanglier, en forêt comme en ville, c'est de plus en plus courant. Il suffit de faire un petit tour de nos régions pour s'apercevoir que les accidents avec des sangliers explosent. Il y a à peine 50 ans, le sanglier était difficile à apercevoir. Aujourd'hui, il est partout. À la campagne, au bord des routes, dans nos villes. Que s'est-il passé en 50 ans? Les prédateurs du sanglier, comme le loup et le lynx, ont peu à peu disparu. Le réchauffement climatique entraîne des hivers plus doux et moins de mortalité naturelle. Et la modernisation de l'agriculture a entraîné une disparition progressive du petit gibier: lièvres, lapins.

Les nouveaux défis de l'eau

L'eau fait souvent l'actualité, que ce soit pour ses excès (inondations récurrentes) ou son manque (sécheresses de 2022 et 2023). Le Conseil économique, social et environnemental (CESE), les Conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux (CESER) et les Conseils de développement (CODEV) ont décidé de croiser leurs travaux [le 9 décembre à Paris](#) pour mettre en lumière les défis qui se posent à toutes les échelles territoriales. Le lendemain se tiendra à Tomblaine (54), une [conférence technique territoriale](#) à l'initiative du Cerema en vue de concevoir de nouvelles modélisations dans l'aménagement de nos territoires.



SANTE

Médecins généralistes : des installations moins bien réparties sur le territoire

Le nombre de généralistes a diminué en France, tandis que la population a augmenté et vieilli. Les inégalités géographiques de densité en généralistes se sont accentuées mais restent plus faibles que pour les autres professions de santé. Voir l'[étude](#) Insee (12 novembre 2024).

Enquête sur l'accueil et le traitement des urgences au CHRU de Nancy

La chambre régionale des comptes du Grand Est a examiné la gestion du CHRU de Nancy, sur le thème de ses urgences. Elle a formulé quatre recommandations. [Lire le rapport](#).

Le Comité économique des produits de santé (CEPS)

Le Comité économique des produits de santé (CEPS) négocie les tarifs des produits de santé avec les industriels sous la supervision des ministres de la sécurité sociale, de la santé, de l'économie et de l'industrie. Ses avis fondent les arrêtés ministériels qui déterminent les prix publics des médicaments et dispositifs médicaux. La Cour des comptes rend publiques ses [observations définitives sur le Comité économique des produits de santé](#) (CEPS).

Observatoires régionaux de la santé

Le 5 novembre 2024 s'est déroulée au Ministère de la Santé la 2^{ème} Journée thématique des ORS et de leur fédération (la Fnors). L'occasion pour l'ORS Grand Est de partager son expérience sur la réalisation d'un guide pratique "DLS socle" (Diagnostic local de santé). Le [nouveau numéro Épitomé 8](#) (publication de la Fnors) a été présenté à cette occasion. Il est consacré aux "Inégalités sociales de santé et territoires". Voir la [Bibliographie](#).

Le financement des actions de prévention primaire des établissements de santé

La réforme du financement des établissements de santé crée un compartiment de dotations relatives aux objectifs de santé publique. Un [rapport de l'Igas](#) propose la mise en place d'un financement des actions de prévention primaire.

Bientraitance

La Haute Autorité de santé (HAS) a publié des outils pratiques afin de permettre de mieux repérer les situations à risque de maltraitance institutionnelle et d'accompagner les adultes qui en sont victimes. L'Unaf a activement participé à l'élaboration de ces deux guides : [repérer](#) la maltraitance et [mettre en œuvre la bientraitance](#).

Addictions

Du 26 au 30 novembre 2024, [Ithaque](#) (association engagée pour la réduction des risques d'addictions, l'accompagnement, le soin et la défense des droits des usagers) a fêté ses 30 ans. Ithaque a organisé à cette occasion un colloque le 28 novembre au Centre Administratif de Strasbourg. *Argos*, la halte soins addictions (HSA) de Strasbourg a ouvert en 2016. [Lire l'entretien](#). En Grand Est, l'analyse de drogue est un outil de réduction des risques en pleine dynamique, sous l'impulsion de son laboratoire régional : [le Checklabs, à Metz](#).

L'actu Santé, c'est aussi

La [loi du 15 novembre 2024](#) vise à améliorer le repérage et l'accompagnement des personnes présentant des troubles du neuro-développement et à favoriser le répit des aidants.

Discriminations dans les parcours de soins : la Défenseure des droits lance [un appel à témoignages](#).

[Santé-environnement](#) : le champ d'action de la Commission de déontologie restreint.

L'Unaf, les Udaf et l'Uraf vous souhaitent de belles fêtes de fin d'année.